

# Le succès des « fonds d'impact » à dimension sociale

LE MONDE | 29.05.2014 à 12h29 |

Par **Isabelle Chaperon** ([/journaliste/isabelle-chaperon/](#))



Emery Jacquillat, qui avait repris en 2008 le distributeur Camif à la barre du tribunal, a fait entrer en 2013 le fonds Citizen Capital dans son capital. | AFP/ALAIN JOCARD

Ils ont repris leur bâton de pèlerin. Six ans après avoir créé Citizen Capital, un fonds d'investissement qui veut « *conjuguer valeurs et performance* », Pierre-Olivier Barennes et Laurence Méhaignerie font le tour de la France pour lever 40 à 50 millions d'euros auprès de gestionnaires d'actifs, de compagnies d'assurances ou de personnes privées.

En 2008, lui, ancien du fonds de capital britannique Bridgepoint et elle, spécialiste de l'égalité des chances, avaient été les premiers en France à lancer un « fonds d'impact », « *impact investing* » en anglais, avec la conviction que les objectifs sociétaux ne sont pas un frein à la performance financière. Au contraire.

« *Nous avons effectué six investissements, dont deux ont été revendus et nous ont permis de réaliser 2,3 fois notre mise initiale. Nos apporteurs de capitaux sont heureusement surpris et nous rencontrons de plus en plus de dirigeants d'entreprises intéressés par notre démarche* », poursuivent M. Barennes et M<sup>me</sup> Méhaignerie, qui géraient jusque-là 18 millions d'euros apportés par Bpifrance, la Banque postale ou encore AG2R La Mondiale.

**UN CAPITALISME DONT LA FINALITÉ NE N'EST PAS LE**

## PROFIT

Depuis l'explosion de la crise financière, de multiples initiatives visent à trouver la voie d'un capitalisme dont la finalité ne serait pas le profit.

Une conférence très en vue s'est d'ailleurs tenue, mardi 27 mai, à Londres, sous le haut patronage de Lynn Forester de Rothschild, qui dirige avec son mari, Sir Evelyn de Rothschild, le holding d'investissement familial. L'ancien président américain Bill Clinton, la patronne du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, ou Bill Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, et Michael Sommer, le président des syndicats allemands ont milité pour la mise en œuvre d'un capitalisme « *inclusif* », plus équitable.

Un objectif auquel la finance veut participer à travers ces « fonds d'impact ». Une démarche à ne pas confondre avec l'épargne solidaire qui vise à allouer une partie de l'argent des épargnants qui le souhaitent à des associations ou à des projets philanthropiques.

Les « fonds d'impact », soit 8 milliards de dollars (5,9 milliards d'euros) d'investissements en 2013 selon JPMorgan, eux, se font fort d'obtenir un impact positif sur la société à travers leurs participations.

Citizen Capital s'est fixé deux types de missions : soit aider des chefs d'entreprise qui « *cassent les barrières sociales* » – parce qu'ils ont moins que bac + 2 ou parce qu'ils appartiennent à des minorités visibles –, soit financer des projets qui intègrent une dimension sociale, parce qu'ils essaient par exemple de répondre aux besoins d'une population vulnérable ou parce qu'ils sont situés dans des quartiers difficiles.

### « LEVER DES CAPITAUX EST UN PARCOURS DU COMBATTANT »

Le fonds avait ainsi réalisé sa première opération en entrant au capital de G2J, le leader français des services de vidéoconférence, fondé par le Martiniquais José Jacques-Gustave. Cette participation a été cédée en 2012. A cette occasion, Citizen Capital a rétrocédé 10 % de sa plus-value aux salariés de G2J. Le fonds a aussi vendu en début d'année ses intérêts dans Trace TV, le spécialiste des chaînes musicales payantes, très présent en Afrique, créé en 2003 par Olivier Laouchez.

Le diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, né de parents antillais, relate volontiers qu'il n'avait pas trouvé de capitaux en France à ses débuts. C'est Goldman Sachs qui lui avait mis le pied à l'étrier, à travers son propre « fonds d'impact ».

« *Pour tout créateur d'entreprise, lever des fonds est un parcours du combattant. Mais, sans sombrer dans la paranoïa, je suis noir dans un*

*« système où il y a peu de gens comme moi. En France, cela n'aide pas, car la double culture n'est pas valorisée. J'appelle cela la "désintégration culturelle" mais j'ai eu la chance de rencontrer des gens éclairés », relate M. Laouchez.*

## TROUVER DE NOUVEAUX INVESTISSEURS

Lorsqu'en 2010, un géant des médias américain contacte Goldman Sachs pour racheter le petit « frenchie », M. Laouchez se démène pour trouver de nouveaux investisseurs et fait ainsi entrer Citizen Capital à son tour de table : *« J'avais deux mois pour trouver une alternative. J'ai obtenu que l'audit se fasse rapidement. Il fallait être en confiance. »*

Emery Jacquillat, qui avait repris en 2008 le distributeur Camif à la barre du tribunal, a fait entrer en 2013 Citizen Capital dans son tour de table. *« Lorsque, en 2013, j'ai cherché des fonds pour accélérer notre développement, cela a été très compliqué, notamment parce que nous étions encore dans le rouge. Mais surtout, j'étais frustré, car nous avions plein d'actions positives qui n'étaient pas prises en compte par les financiers », relate M. Jacquillat, qui s'agace.*

*« Par exemple, 100 % de nos appels sont traités à Niort, cela me coûte trois fois le prix du Maroc ou cinq fois celui de Madagascar. Je me suis dit qu'il fallait que je trouve des gens pour qui cette démarche responsable avait de la valeur ». La défense du « made in France » et de l'emploi n'empêche pas les ambitions : la Camif, qui a renoué avec l'équilibre en 2013, avec un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros, veut doubler sa taille en deux ou trois ans.*

Mais, malgré les belles intentions, chaque dossier recèle une prise de risque. Citizen Capital a connu aussi un flop avec Eat Sushi, la chaîne de restauration rapide en difficulté.

[\(/journaliste/isabelle-chaperon/\)](#) **Isabelle Chaperon** [\(/journaliste/isabelle-chaperon/\)](#)

Suivre

Journaliste au service Economie